

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MARDI 3 OCTOBRE 2023



Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti socialiste
Arthur Delaporte, secrétaire national à l'Emploi, au Travail et à l'Entreprise nouvelle

LE BRAQUAGE DU PARITARISME NE PEUT PAS ÊTRE UNE MÉTHODE NORMALE DE GOUVERNEMENT

Nous avons appris par voie de presse que le Gouvernement envisageait de prélever entre 1 et 3 milliards d'euros dans les caisses des régimes de retraite complémentaire, dites « AGIRC-ARRCO ».

Après celui réalisé par la double réforme de l'assurance chômage (2018 puis 2022), cela constituerait un nouveau braquage du paritarisme. En effet, les régimes de retraite complémentaire sont gérés par les partenaires sociaux, et ils le sont de manière satisfaisante, puisque le régime connaît un excédent financier (5 milliards d'euros l'an dernier).

Ce braquage pose au moins 2 problèmes aux socialistes.

Tout d'abord, **sur la méthode**, le Ministre du Travail Olivier Dussopt a sommé par voie de presse les partenaires sociaux de s'accorder sur un prélèvement par l'État, sinon, il passerait en force en utilisant le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Ce n'est ni plus ni moins que du chantage. Les caisses de retraite AGIRC-ARRCO appartiennent aux travailleuses et aux travailleurs, pas au gouvernement.

Ensuite, **sur le fond**, ce braquage viendrait renflouer le déficit du système de retraites que le Gouvernement a aggravé depuis plusieurs années en refusant toutes nos pistes de financement alternatives : sur-cotisation sur les hauts salaires, conditionnalité des exonérations sociales qui atteindrait cette année un record à 80 milliards d'euros, imposition des revenus du capital, création d'une taxe sur les superprofits, etc.

Concrètement, ce prélèvement de l'AGIRC-ARRCO empêcherait les partenaires sociaux d'utiliser ces excédents pour revaloriser les retraites complémentaires, par exemple en indexant leur montant sur l'inflation. Autrement dit, la baisse du pouvoir d'achat des retraités va compenser l'absence d'effort de la part des plus riches.

Ce transfert de richesses est inacceptable pour les socialistes, qui s'y opposeront, notamment lors de l'examen du budget de la Sécurité sociale au Parlement.